



Arrêt

n° 283 984 du 30 janvier 2023
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître R. AKTEPE
Amerikalei 95
2000 ANTWERPEN

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRESIDENT DE LA 1^{ère} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 16 octobre 2022, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et de l'ordre de quitter le territoire, pris le 4 juillet 2022.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 24 octobre 2022 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu la demande et le consentement à recourir à la procédure purement écrite en application de l'article 39/73-2 de la loi précitée.

Vu l'ordonnance du 30 novembre 2022 selon laquelle la clôture des débats a été déterminée au 9 décembre 2022.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

I. Faits

1.1. Le 13 avril 2021, le requérant introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

1.2. Le 4 juillet 2022, la partie défenderesse prend une décision déclarant irrecevable la demande d'autorisation de séjour précitée, laquelle est accompagnée d'un ordre de quitter le territoire à l'encontre du requérant. Il s'agit des acte attaqués, qui sont motivés comme suit :

- S'agissant de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

Le requérant invoque la longueur de son séjour en Belgique (depuis 2001, dont un peu plus de 4 ans en séjour légal de 2012 à 2016) et son intégration. Il fait valoir : qu'il a construit sa vie sociale et professionnelle en Belgique ; qu'il maîtrise parfaitement la langue française ; qu'il dispose de témoignages de soutien ; qu'il avait un bail jusqu'à ce qu'il aille vivre chez son frère ; qu'il a fait du bénévolat (ASBL [N.]) ; qu'il a travaillé en tant que salarié puis indépendant (SPRL [M.]), qu'il a été associé de la société [D.] SPRL ; qu'il présente une promesse d'embauche en qualité de magasinier de la SRL [B.] ; qu'il est titulaire d'un compte en banque ; qu'il était affilié à la caisse d'assurances Z. quand il était indépendant ; qu'il est affilié à la Fédération des mutualités socialistes du Brabant ; qu'il a un abonnement STIB.

Rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on n'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Il en résulte que la longueur du séjour et l'intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (Conseil d'Etat - Arrêt n° 100.223 du 24/10/2001). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat - Arrêt n° 112.863 du 26/11/2002).

De plus, la longueur du séjour et l'intégration n'empêchent pas la réalisation d'un ou plusieurs départs temporaires à l'étranger pour obtenir l'autorisation de séjour. En effet, le Conseil du Contentieux des Etrangers considère que « quant à l'intégration du requérant dans le Royaume, (...) il s'agit d'un élément tendant à prouver tout au plus la volonté de la partie requérante de séjourner sur le territoire belge, mais non une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour (CCE Arrêt 161213 du 02/02/2016, CCE arrêt n°159783 du 13/01/2016, CCE arrêt 158892 du 15/12/2015).

Le fait que le requérant ait vécu en Belgique durant une certaine période en séjour légal n'invalide en rien ce constat (CCE arrêt 91.903 du 22.11.2012).

Concernant les éléments d'intégration, à savoir le fait qu'il a construit sa vie sociale et professionnelle en Belgique ; qu'il a travaillé durant son séjour légal ; qu'il maîtrise parfaitement la langue française ; qu'il dispose de témoignages de soutien ; qu'il avait un bail jusqu'à ce qu'il aille vivre chez son frère ; qu'il est titulaire d'un compte en banque ; qu'il était affilié à la caisse d'assurances Z. quand il était indépendant ; qu'il est affilié à la Fédération des mutualités socialistes du Brabant ; qu'il a un abonnement STIB ; notons que ces éléments ne sont pas révélateurs d'une impossibilité de retourner, au moins temporairement, au pays d'origine pour introduire une nouvelle demande d'autorisation de séjour pour l'examen de laquelle ces éléments seront évoqués (Conseil d'Etat - Arrêt n° 109.765 du 13.08.2002).

Quant à la volonté de travailler du requérant, ce dernier ne dispose pas de l'autorisation de travail requise et ne peut dès lors pas exercer la moindre activité lucrative sur le territoire. En effet, l'exercice d'une activité professionnelle à venir, n'est pas un élément révélateur d'une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans le pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour, et ne peut dès lors constituer une circonstance exceptionnelle. La promesse d'embauche produite ne permet donc pas d'établir l'existence d'une circonstance exceptionnelle.

Quant au fait que le requérant ait fait du bénévolat, le Conseil du Contentieux des Etrangers rappelle à cet égard que selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat à laquelle le Conseil se rallie, non seulement l'existence de relations professionnelles dans le chef d'un demandeur ne constitue pas en soi une circonstance exceptionnelle (voir C.E., arrêt n°157.962 du 26 avril 2006), mais encore même l'exercice d'un travail saisonnier (voir CE, arrêt n°110.548 du 23 septembre 2002), d'un travail sous contrat à durée déterminée (Voir C.E., arrêt n°88.152 du 21 juin 2000), d'un travail bénévole (voir C.E., arrêt n°114.155 du 27 décembre 2002) ou d'un quelconque travail, sans posséder les autorisations requises à cet effet (voir C.E., arrêt n°22.864 du 15 septembre 2003) ne doit pas être analysé per se comme une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant particulièrement difficile un retour dans le pays d'origine (CCE, arrêt n° 231 855 du 28 janvier 2020).

Le requérant invoque s'occuper de son frère Monsieur [L.M.] « depuis avant 2009 ». L'état de santé déficient de Monsieur [L.M.] nécessite la présence indispensable du requérant auprès de lui dans la vie quotidienne (attestation des dr. L. C. du 06.02.2015, dr L. en date des 17.06.2016 et 14.12.2020). Monsieur [L.M.] est reconnu incapable de travailler à plus de 66% depuis 2004 (attestation de la mutuelle du 18.08.2009). Monsieur [L.M.] a été marié et a deux enfants majeurs, mais il est divorcé depuis 2002

et ses deux enfants se sont détournés de leur père. C'est pourquoi le requérant a déménagé et est venu s'établir chez son frère.

Quant au lien de dépendance du frère de Monsieur, l'intéressé ne démontre pas que son frère ne pourrait pas être aidé, au jour le jour, par différentes associations le temps qu'il se rende au pays d'origine afin d'y lever les autorisations requises. Ainsi, en Belgique, de nombreuses associations sont disponibles pour les soins à domicile, pour la distribution de repas chauds à domicile, pour la présence d'une aide-ménagère et/ou familiale (voir : CPAS, sites internet : <http://sweeli.guidesocial.be>). Soulignons que, dans les démarches à accomplir pour bénéficier de l'aide de ces différentes associations, le frère de l'intéressé peut également faire appel à sa Mutuelle.

Le requérant ne démontre pas être la seule personne pouvant aider son frère. Le frère de Monsieur a deux enfants en séjour légal sur le territoire et, si le requérant allègue que ceux-ci se sont détournés de leur père, il ne démontre cependant pas que ceux-ci ne pourraient pas prendre la relève, temporairement, le temps pour Monsieur de lever l'autorisation de séjour ad hoc. Rappelons que c'est à l'étranger lui-même qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles à en rapporter lui-même la preuve, puisqu'il sollicite une dérogation, et non à l'administration à se substituer à cet égard à la partie requérante en recherchant d'éventuels arguments en sa faveur (CCE, arrêt de rejet 258649 du 26 juillet 2021). De plus, rien n'empêche le requérant d'effectuer de courts séjours sur le territoire, muni de l'autorisation requise, le temps de l'examen de sa demande pour long séjour au pays d'origine. Notons enfin que des services de télé-vigilance sont disponibles pour un maintien à domicile en toute sécurité, si le requérant l'estime nécessaire. L'intéressé peut utiliser les moyens de communication actuels pour garder le lien avec son frère le temps de son séjour au pays d'origine. Par ailleurs, s'il est admis que l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine, la situation familiale du requérant, ne saurait empêcher celui-ci de retourner temporairement dans son pays pour le faire (Conseil d'État - Arrêt n°120.020 du 27/05/2003). Cela n'emporte pas une rupture des attaches qui le lient au sol belge, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Tribunal de Première Instance de Bruxelles, Audience Publique des Référés du 18/06/2001, n°2001/536/C du rôle des Référés ; Conseil d'État - Arrêt n° 133485 du 02/07/2004). En effet, l'absence de l'intéressé ne serait que temporaire (le temps d'obtenir les autorisations nécessaires à son séjour en Belgique).

Il importe de rappeler que la loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui fixe les conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur le territoire. Dès lors en imposant aux étrangers, dont le séjour est devenu illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, il ne leur est demandé que de se soumettre à la Loi ».

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire :

« MOTIF DE LA DECISION :

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants:

- **En vertu de l'article 7, alinéa 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980, l'étranger demeure dans le Royaume au-delà du délai autorisé par le visa ou l'autorisation tenant lieu de visa apposée sur son passeport ou sur le titre de voyage en tenant lieu (art. 6, alinéa 1er de la loi) :**
Monsieur disposait d'une Carte A jusqu'au 14.06.2016 et est actuellement en séjour irrégulier sur le territoire.

[...] ».

II. Objet du recours

2. Le requérant demande au Conseil de suspendre et d'annuler les actes attaqués.

III. Thèse des parties

A. La requête

3.1. Le requérant prend un premier moyen libellé comme suit : "schending van artikelen 2 en 3 van de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen; van artikel 62

Vreemdelingenwet; van art. 20 VWEU; van het zorgvuldigheids-, het redelijkheids- en het materieel motiveringsbeginsel; en van artikel 9bis Vreemdelingenwet “.

3.1.1. Dans un premier point, il rappelle les termes des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980, et fait valoir que : *“De administratieve beslissing is slechts afdoende gemotiveerd wanneer de aangehaalde motieven draagkrachtig zijn, rekening houdende met de evenredigheid van de te nemen beslissing door de administratieve overheid. Zo kan er slechts sprake zijn van een afdoende motivering wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig wordt geformuleerd, opdat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten.*

Er is bijgevolg sprake van een schending van het redelijkheidsbeginsel wanneer de betrokken persoon zich tevergeefs afvraagt hoe het bestuur tot een dergelijke beslissing is gekomen. Met andere woorden, om het redelijkheidsbeginsel geschonden te kunnen noemen, moet men voor een beslissing staan waarvan men na de lezing ervan ternauwernood kan geloven dat ze werkelijk genomen is.

Het is de taak van Uw Raad om het oordeel van het bestuur onwettig te bevinden wanneer de administratieve beslissing tegen alle redelijkheid ingaat doordat de door het bestuur geponeerde verhouding tussen de motieven en het dispositief volkomen ontbreekt (RvS 20 september 1999, arrest nr. 82.301; RvV 25 mei 2010, arrest nr. 43.735; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3 in fine en punt 2.4 in fine) ».

3.1.2. Dans un deuxième point, il soutient que : *“Daarnaast legt het zorgvuldigheidsbeginsel de overheid de verplichting op om haar beslissingen op een zorgvuldige wijze voor te bereiden en te stoelen op een correcte feitenbevinding (RvS 14 februari 2006, arrest nr. 154.954; RvS 2 februari 2007, arrest nr. 167.411; RvV 25 mei 2010, arrest nr. 43.735). Het respect voor het zorgvuldigheidsbeginsel houdt derhalve in dat de administratieve overheid bij het nemen van de beslissing zich moet steunen op alle gegevens van het dossier en op alle daarin vervatte dienstige stukken (RvV 25 mei 2010, arrest nr. 43.735; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4)”.*

3.1.3. Dans un troisième point, il fait valoir que : *“Het rechtszekerheidsbeginsel in combinatie met het vertrouwensbeginsel houdt in dat een rechtsonderhorige erop moet kunnen vertrouwen dat de administratieve overheid een vaste gedragslijn zal blijven aanhouden en dat de rechtsonderhorige – bij het uitblijven van enig handelen van de administratieve overheid – ervan mag uitgaan dat er geen reden zal bestaan dat het bestuur anders zal handelen dan de schijn die zij heeft opgewekt door te verzuimen te handelen. De rechtsonderhorige mag er dan ook op rekenen dat hij niet langer in een rechtsonzekere positie verkeert, zodat hij erop kan vertrouwen dat er geen reden bestaat dat de administratie een andere gedragslijn zal aannemen”.*

3.1.4. Dans un quatrième point, il soutient que : *« In casu is de bestreden beslissing op een niet op een afdoende wijze gemotiveerd, daar administratieve beslissingen slechts afdoende gemotiveerd zijn wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig geformuleerd wordt zodat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten. Bovendien legt het zorgvuldigheidsbeginsel de verwerende partij de plicht op om beslissingen zorgvuldig voor te bereiden en te stoelen op een correcte en volledige feitenbevinding (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3). Het zorgvuldigheidsbeginsel bij de feitenbevinding vereist dat de verwerende partij slechts na een behoorlijk onderzoek van de zaak en met kennis van alle relevante gegevens een beslissing mag nemen (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4). Overigens staat ook vast dat het redelijkheidsbeginsel Uw Raad het toelaat de bestreden beslissing onwettig te bevinden wanneer het tegen alle redelijkheid ingaat (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3 in fine; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4 in fine). De bestreden beslissing is bijgevolg kennelijk onredelijk genomen, zoals hieronder blijkt. »*

3.1.5. Dans un cinquième point, il fait valoir que : *« Verwerende partij stelt dat de regularisatieaanvraag van verzoeker onontvankelijk zou zijn, omdat er niet zou zijn aangetoond dat er sprake is van 'buitengewone omstandigheden'. Verzoeker kan hier geenszins mee akkoord gaan. Volgens de algemene regel dient de regularisatieaanvraag inderdaad te gebeuren bij de Belgische diplomatieke of consulaire post in het land waarvan de verzoeker de nationaliteit heeft of waar hij een verblijfsrecht heeft. Artikel 9bis Vreemdelingenwet bepaalt evenwel het volgende: “§1. In buitengewone omstandigheden en op voorwaarde dat de vreemdeling over een identiteitsdocument beschikt, kan de machtiging tot verblijf worden aangevraagd bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft. Deze maakt ze over aan de minister of aan dienst gemachtigde. Indien de minister of diens gemachtigde de machtiging tot verblijf*

toekent, zal de machtiging tot verblijf in België worden afgegeven. [...]” Indien er buitengewone omstandigheden zijn, kan de regularisatieaanvraag dus worden ingediend in België (RvSt nr. 56146; RvSt nr. 55204). De rechtspraak van de Raad van State preciseert daarbij dat de term “circonstances exceptionnelles” gelezen moet worden als “circonstances extraordinaires” (RvSt 11 juli 1996, nr. 60962, T.Vreemd. 1997, nr. 4, 385). Dit betekent dat “buitengewone omstandigheden” geen omstandigheden van overmacht moeten zijn. Er dient bewezen te worden dat een aanvraag in het buitenland, alle omstandigheden in acht genomen, een buitengewone inspanning zou betekenen voor de verzoeker. Een buitengewone omstandigheid is dus niet hetzelfde als overmacht. Het betekent dat het onmogelijk of bijzonder moeilijk is voor de verzoeker om naar zijn land van herkomst terug te keren om daar de aanvraag in te dienen. Bovendien is er geen vereiste dat de buitengewone omstandigheid voor de verzoeker “onvoorzienbaar” is. De buitengewone omstandigheden mogen zelfs deels het gevolg zijn van het gedrag van de verzoeker zelf! ».

3.1.6. Dans un sixième point, il fait valoir que : « In casu verblijft verzoeker reeds meer dan 20 jaar onafgebroken in België, meer bepaald sinds 2001, waarvan hij meer dan 4 jaar legaal in België verbleef. Verzoeker kwam alhier zijn broer vervoegen, dhr. [M.L.], dewelke sinds 2004 meer dan 66% arbeidsongeschikt is geworden alsook erkend werd als een invalide persoon. (stuk 2) Sinds 2002 is de broer van verzoeker gescheiden van de moeder van zijn kinderen. Deze kinderen zijn ondertussen meerderjarig, doch hebben zich tegen hun vader gekeerd en zijn niet bereid om voor hun zieke vader te zorgen. (stuk 3) Reden waarom verzoeker de zorg voor zijn zieke broer al jaar en dag op zich neemt en dit sinds het ontstaan van de ziekte van zijn broer, en dit al reeds van voor 2009. De slechte gezondheid van de heer [L.M.] vereist zelfs dat verzoeker bij hem nodig is in zijn dagdagelijks leven (zie certificaat van Dr. [L.C.] van 06.02.2015 en Dr. [L.] van 06.02.2015). Verzoeker citeert deze attesten;

STUK 4:

“je soussignée Docteur [L.C.] atteste suivre régulièrement depuis juin 2014 et eu relais du Docteur [S.G.], monsieur [M.L.] (né le xx/xx/xx). Monsieur [L.] souffre d'une problématique clinovèque. L'aide de son frère, monsieur [H.L.] est indispensable pour l'aider et l'accompagner dans sa vie quotidien. ”

Vrije vertaling: [...]

STUK 5:

“je soussignée atteste suivre régulièrement à ma consultation depuis 1 an Mr [L.M.] (DN: XX/XX/XX), et atteste que la maladie chronique dont il souffre nécessite l'aide de son frère, Mr [H.L.], pour l'accompagner au quotidien. »

Vrije vertaling: [...]

In de bestreden beslissing stelt verwerende partij dat de zorg voor zijn broer niet kan gelden als ‘buitengewone omstandigheden’, en dat er verschillende verenigingen zouden zijn in België voor thuiszorg... Met andere woorden negeert verwerende partij aldus de medische attesten waarbij er in niet mis te verstane bewoordingen wordt gesteld dat de hulp van verzoeker ‘indispensable’ en ‘nécessité’ is, met name onmisbaar en vereist. Daar waar verwerende partij stelt dat er bij het indienen van de regularisatieaanvraag in het land van herkomst slechts sprake zou zijn van een tijdelijke verwijdering dewelke op zich geen ernstig en moeilijk te herstellen nadeel zou vormen, slaagt verwerende partij de bal mis. Verzoeker kan niet terugkeren naar Marokko om daar zijn regularisatieaanvraag in te dienen én te doorlopen; deze procedures zijn prioritair en duren bijzonder lang (al zeker in corona-tijden dewelke nog steeds niet voorbij zijn). Verzoeker is bovendien reeds jaren niet meer in Marokko geweest en heeft er geen verblijfplaats, verzoeker heeft zich hier op duurzame en legale wijze heeft gevestigd en zijn gezinsleven zich dus al meer dan 20 jaar hier situeert! Verwachten dat verzoeker dit achterlaat, al zou het ‘tijdelijk’ zijn (tijdelijk kan nog steeds erg lang zijn!), en aldus zijn zieke broer achterlaat is onmenselijk en gaat in tegen artikel 8 van het EVRM. (zie infra).”

3.1.7. Dans un septième point, le requérant rappelle les termes de l'article 20 du TFUE, et fait valoir que: « In het arrest RH van 27 februari 2020 (C-836/18) oordeelde Hof van Justitie (HvJ) reeds dat een derdelands familielid van een statische Unieburger op grond van artikel 20 van het Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) in zeer bijzondere situaties een verblijfsrecht kan krijgen in de lidstaat waarvan de Unieburger onderdaan is, ook al voldoet hij niet aan de nationale voorwaarde van voldoende bestaansmiddelen. Het Hof bevestigt met het arrest van 5 mei 2022 deze voorgaande rechtspraak. Het Hof concludeert in deze uitspraak dat de aanvraag gezinshereniging van het derdelands familielid niet omwille van het ontbreken van voldoende bestaansmiddelen mag worden geweigerd zonder eerst de afhankelijkheidstoets uit te voeren. Als blijkt dat er een zodanige afhankelijkheid is dat de Unieburger gedwongen zou worden om het grondgebied van de Unie te verlaten, moet aan het familielid een afgeleid verblijfsrecht worden toegekend. Wanneer niet voldaan is aan de nationale voorwaarden voor gezinshereniging, zoals een inreisverbod, kan een meerderjarig derdelands familielid van een statische Unieburger aldus toch een verblijfsrecht hebben op grond van artikel 20 Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie (VWEU). Dat is het geval wanneer er tussen beiden een zodanige afhankelijkheid bestaat dat de statische Unieburger de Europese Unie zou moeten verlaten mocht zijn familielid geen verblijfsrecht krijgen. Deze afhankelijkheid moet niet noodzakelijk financieel zijn van aard, maar kan bijvoorbeeld ook materieel, logistiek of affectief zijn. Dat volgt uit een arrest van Uw Raad (RvV, 27 mei 2021, nr. 255.139) dat gebaseerd is op rechtspraak van het Hof van Justitie (HvJ, 27 februari 2020, nr. C-836/18). Uit deze en voorgaande rechtspraak volgt aldus dat derdelands familieleden van een

statische Belg soms een ruimer recht hebben op gezinshereniging dan voorzien in huidig artikel 40ter, §2 van de Verblijfswet. Bij bewezen afhankelijkheid van de Belg die ze willen begeleiden of vervoegen zal DVZ het verblijfsrecht toch moeten erkennen ook al is niet voldaan aan (één of meerdere van) de voorwaarden voor gezinshereniging (bv. bestaansmiddelen – voldoende huisvesting – ziekteverzekering – ten laste in herkomstland). Deze afhankelijkheid kan in beide richtingen bestaan: het derdelands familielid ten aanzien van de Unieburger/Belg, maar ook omgekeerd. In dezelfde lijn kan er dan ook gesteld worden dat zulke afhankelijkheid ook dient te worden nagegaan bij een aanvraag 9bis als deze afhankelijkheid door de verzoeker wordt opgeworpen. In casu is de broer van verzoeker afhankelijk van verzoeker (zie supra) en is deze afhankelijkheid niet van financiële maar van zorgende (lees: logistieke en affectieve) aard. Indien verzoeker zou dienen terug te keren naar zijn herkomstland, zou dit de facto betekenen dat zijn Belgische broer ook het land zal dienen te verlaten om zich bij verzoeker te voegen aangezien de hulp van verzoeker vereist is voor zijn dagelijkse leven. In dat geval zou de Unieburger ontzegd worden van zijn voornaamste rechten die hij ontleent aan haar status van Unieburger: nl. het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten. Dit is een flagrante schending van artikel 20 VWEU. Kortom, indien verzoeker zou dienen terug te keren naar zijn herkomstland, zou dit de facto betekenen dat zijn broer ontzegd wordt van zijn voornaamste rechten die hij ontleent aan zijn status van Unieburger: nl. het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten. Dit is zoals hoger gezegd een schending van artikel 20 VWEU aangezien de Belgische broer genoodzaakt zal zijn om verzoeker te volgen.”

3.1.8. Dans un huitième point, il soutient que: “Daarnaast is verzoeker hier volledig geïntegreerd, dit gelet op het feit dat hij hier al meer dan 20 jaar verblijft (sinds 2001, waarvan 4 jaar legaal met name van 2012 tot 2016). Verzoeker heeft hier een sociaal en professioneel leven uitgebouwd en beheerst 1 van de 3 landstalen perfect, met name het Frans. Verzoeker legt tevens verschillende getuigenverklaringen voor waaruit blijkt dat hij een groot sociaal netwerk heeft. Hij had een huurovereenkomst tot hij bij zijn broer ging wonen. Hij deed vrijwilligerswerk (ASBL [N.]) en werkte tevens als werknemer en erna als zelfstandige (SPRL M.) Hij was zelfs vennoot in de onderneming [D.] SPRL en legde bij zijn aanvraag ook ewerkbeploofte voor als magazijnier voor SRL [B. B.]. Van zodra verzoeker gemachtigd is tot verblijf, kan hij terug aan het werk. Verzoeker heeft alhier een bankrekening, en was aangesloten bij Z. verzekeringsfonds toen hij zelfstandige was, hij is tevens aangesloten bij de Mutualiteit en heeft een MIVB-abonnement. Het moge dan ook duidelijk zijn dat verzoeker zijn integratie voldoende heeft aangetoond. Verzoeker toont bijgevolg onomstotelijk aan dat hij nooit een last zal zijn voor het sociale bijstandstelsel en dat hij middels arbeid belastingen zal afdragen en zal bijdragen aan de maatschappij. Hij heeft dan ook nog nooit beroep moeten doen op het OCMW. Bovendien is hij perfect geïntegreerd, zoals blijkt uit de getuigenverklaringen die werden voorgelegd (van de lesgevers, sociaal werkster, burgemeester, vrienden, familie,...). Verzoeker kan dus onmogelijk terugkeren naar Marokko waar hij geen enkele kans maakt op een gezins- en privéleven, daar al zijn privé en gezinsbelangen zich alhier, en dit al meer dan 20 jaar, situeren. Zelfs een ‘tijdelijke’ scheiding zou aldus een buitengewone inspanning betekenen voor verzoeker en een schending van artikel 8 EVRM.”

3.1.9. Dans un neuvième point, il fait valoir que: “Er is bijgevolg wel degelijk sprake van buitengewone omstandigheden in de zin van artikel 9bis, §1 Vreemdelingenwet. Er wordt in de bestreden beslissing te weinig rekening gehouden met deze elementen vanuit de beoordeling van de “buitengewone omstandigheden”. Men hanteert een standaard motivering, waarbij te weinig wordt ingegaan op het leven van verzoeker alhier (gedurende meer dan 20 jaar, waarbij hij duurzaam samenwoont met zijn zieke broer en zijn privébelangen zich hier situeren) en het gebrek aan dit element in het herkomstland door de jarenlange afwezigheid. Daarnaast is er, gelet op hetgeen hierboven werd aangehaald en gestaafd met objectieve stukken, ook sprake van elementen ten gronde, waardoor het verblijf van verzoeker dient te worden geregulariseerd. Verzoeker acht het motiverings- en zorgvuldigheidsbeginsel dan ook geschonden. Verwerende partij heeft zich immers beperkt tot een theoretische uitleg en het opsommen van alle elementen die door verzoeker werd aangehaald in zijn regularisatieaanvraag om dan kortweg te concluderen dat deze niet als buitengewone omstandigheden kunnen worden aanvaard. Verzoeker kan met andere woorden onvoldoende afleiden uit de bestreden beslissing waarom zijn langdurig verblijf, met respect voor de Belgische waarden en normen, de aanvraag in België niet verantwoordt. Met dergelijke motivering kan verwerende partij simpelweg alle aanvragen weigeren. Nochtans is een regularisatieaanvraag cf. artikel 9bis Vreemdelingenwet nog steeds een aanvraag om humanitaire redenen. Dit werd eveneens bevestigd door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen: “2.5. [...] Verwerende partij blijft namelijk in gebreke te verduidelijken waarom zij “redelijkervijze niet kan inzien waarom deze elementen een regularisatie rechtvaardigen”, te meer daar zij zelf in de eerste bestreden beslissing onmiddellijk hierop poneert dat “een integratie in de Belgische maatschappij en een langdurig verblijf [...] een reden [kunnen] zijn om betrokkene een verblijf toe te kennen”. [...] Zij dient de rechtsonderhorige echter wel afdoende te verduidelijken hoe zij deze appreciatiebevoegdheid aanwendt en waarom diens argumenten geen aanleiding kunnen geven tot de toekenning van een verblijfsmachtiging quod non in casu. [...] Dit is in tegenstelling tot wat de verwerende partij voorhoudt in haar nota geen afdoende draagkrachtige motivering. [...]” Verwerende partij heeft haar motiveringsverplichting aldus geschonden. Zij had op afdoende wijze moeten motiveren waarom het

langdurig verblijf en de integratie van verzoeker + het gezinsleven in België, geen buitengewone omstandigheden kunnen vormen om de aanvraag in België in te dienen.”

3.1.10. Dans un dixième point, il soutient que : “De rechtspraak is nochtans duidelijk. Een lang verblijf in België dient, wegens de gedurende die periode opgebouwde banden, zowel onderzocht te worden vanuit het oogpunt van de “buitengewone omstandigheden” als vanuit de vraag tot machtiging ten gronde (RvS 13 januari 2000, nr. 84.658). Een ander arrest stelt dan weer dat het niet is uitgesloten dat eenzelfde feit of omstandigheid zowel een buitengewone omstandigheid ter staving van de indiening van de aanvraag in België kan uitmaken, als een argument ten gronde om de machtiging tot verblijf te bekomen (RvS 9 april 1998, nr. 73.025, Rev.dr.étr. 1998, 69). Verzoeker is bijgevolg van mening dat er wel degelijk sprake is van buitengewone omstandigheden, en dat hij dus geregulariseerd dient te worden.. Verwerende partij had rekening moeten houden met ál deze elementen. Zoals uit hetgeen hierboven blijft, is er wel degelijk sprake van buitengewone omstandigheden waardoor de regularisatieaanvraag van verzoeker in België werd ingediend. De beslissing van verwerende partij getuigt van een gebrekkig onderzoek naar álle elementen in het dossier van verzoeker. Verwerende partij had concreet moeten motiveren waarom de aanvraag van verzoeker onontvankelijk, dan wel ongegrond is. Verwerende partij neemt daarenboven een onwaarheid aan door te stellen dat het ‘niet wordt aangetoond’ dat verzoeker de enige zou zijn die zijn broer kan helpen aangezien deze broer nog twee kinderen heeft die legaal in het land verblijven. Verwerende partij negeert dan ook compleet de attesten van de dokters die stellen dat de hulp van verzoeker onmisbaar is. De artsen kennen de situatie van de broer van verzoeker en zij weten uiteraard dat deze kinderen hun vader niet helpen, wat de hulp van verzoeker dus onmisbaar en noodzakelijk maakt. Verzoeker heeft aangetoond dat hij hier al meer dan 20 jaar verblijft en zijn gezins- en privéleven zich alhier situeert. Verzoeker heeft niet nog een echtgenote en gezin rondlopen in Marokko”.

3.1.11. Dans un onzième point, il fait valoir que: “Gelet op hetgeen hierboven gesteld, kan geconcludeerd worden dat verwerende partij haar motiverings- en zorgvuldigheidsbeginsel heeft geschonden. De bestreden beslissing werd dan ook onterecht genomen. Verzoeker is dus van mening dat zij voldoende heeft aangetoond dat er wel degelijk sprake is van buitengewone omstandigheden, en dat zijn regularisatieaanvraag ten gronde had moeten worden behandeld. Als gevolg hiervan werd tevens de bijlage 13, i.e. het bevel om het grondgebied te verlaten, op onredelijke en onterechte wijze genomen. Hij verblijft reeds meer dan 20 jaar in België. Er is sprake van een langdurig verblijf en een volledige integratie. Hij kan niet terugkeren naar zijn land van herkomst, ook niet tijdelijk, zoals hierboven werd aangetoond. Hij heeft hier immers een gezinsleven alsook een leven opgebouwd, in Marokko heeft hij niets of niemand meer. Hiermee had verwerende partij rekening moeten houden, en dit bij het nemen bij beide bestreden beslissingen. Bovendien wordt het bevel om het grondgebied te verlaten gewoonweg NIET gemotiveerd! Verzoeker is met andere woorden van mening dat beide beslissingen op een onredelijke en onzorgvuldige wijze werden genomen. Het middel is om alle bovengenoemde redenen gegrond.”

3.2. Le requérant prend un second moyen libellé comme suit : « Schending van artikel 8 EVRM ».

3.2.1. Dans un premier point, il rappelle les termes de l'article 8 de la CEDH.

3.2.2. Dans un deuxième point, il s'exprime comme suit : « Alle landen die partij zijn bij het EVRM moeten bijgevolg nagaan of een beslissing m.b.t. verblijfsrecht het recht op gezinsleven al dan niet schendt. Zij moeten daarbij een belangenafweging (de zogenaamde “fair balance-toets”) maken. Het betreft een afweging tussen het belang van de staat om de immigratie te controleren enerzijds en anderzijds het belang van de betrokken vreemdeling om een gezinsleven te hebben op het grondgebied van die staat. Het EHRM herhaalt in haar vaste rechtspraak dat artikel 8 EVRM geen algemene verplichting inhoudt voor een staat om de door de vreemdeling gemaakte keuze van de staat van verblijf te respecteren en om aldus de gezinshereniging op het grondgebied toe te staan. Evenwel kunnen er soms positieve verplichting bestaan voor een staat om toch een toelating tot verblijf te verlenen om op deze manier het recht op gezinsleven te handhaven en te ontwikkelen. Of er al dan niet dergelijke positieve verplichting bestaat, hangt enerzijds af van de bijzondere omstandigheden waarin de betrokken vreemdeling zich bevindt, en anderzijds van het algemeen belang van die staat. Bij de belangenafweging moet er onder andere rekening gehouden worden met de volgende elementen:

- De mate waarin het gezinsleven daadwerkelijk wordt verbroken bij uitwijzing naar het land van bestemming;
- De omvang van de banden in de staat;
- De aanwezigheid van onoverkomelijke hinderpalen die verhinderen dat het gezinsleven elders normaal en effectief wordt uitgebouwd of verdergezet;
- De vraag of de vreemdeling wist, op het ogenblik dat hij het gezinsleven creëerde, dat het voortbestaan van dit gezinsleven van bij het begin onzeker was omwille van zijn precair verblijf;
- ...

Uit voornoemd arrest volgt dat de staten bij de beoordeling van eender welke verblijfsaanvraag waarin de verzoeker zijn gezinsleven inroept, een grondige belangenafweging moeten maken. Verzoeker verwijst naar hetgeen hierboven werd gesteld; zijn zieke broer en aldus zijn gezinsleven alhier, zijn privéleven

alhier, ... Dit alles kan hij zelfs niet ‘tijdelijk’ achterlaten. Al deze elementen betreffende essentiële belangen in iemands leven, waarvan niet van kan worden verwacht dat men deze achterlaat, al zeker niet gelet op het feit dat regularisatieaanvragen zéér lang duren! ».

3.2.3. Dans un troisième point, il fait valoir ce qui suit : *“Daarenboven gaat verwerende partij voorbij aan het feit dat ook feitelijke gezinsbeleving als bijzondere omstandigheid bij 9bis aanvragen onder de bescherming van artikel 8 EVRM vallen. Zo oordeelde uw Raad in een arrest van 5 november 2021, nr. 263 382 dat het waarborgen van een recht op respect voor het familie- en gezinsleven, het effectief bestaan van een familie- en gezinsleven veronderstelt dat beschermingswaardig is onder artikel 8 EVRM. Artikel 8 EVRM definieert noch het begrip “familie- en gezinsleven” noch het begrip “privéleven”. Daarom verwees uw Raad naar rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (EHRM). Deze stelt dat de beoordeling of er al dan niet sprake is van een familie- of gezinsleven een feitenkwestie is, die afhankelijk is van de aanwezigheid van effectief beleefde nauwe persoonlijke banden (EHRM 12 juli 2001, K. en T./Finland (GK), § 150; EHRM 2 november 2010, Şerife Yiğit/Turkije (GK), § 93). 3.11). Voor de beoordeling van het gezinsleven moet dus een feitelijk onderzoek gebeuren naar de aanwezigheid van effectief beleefde hechte persoonlijke banden. Ook feitelijke vormen van een gezinsleven kunnen in bepaalde gevallen bescherming genieten van artikel 8 van het EVRM. In het bovengenoemde arrest van uw Raad werd er geoordeeld dat de DVZ had moeten nagaan of er voldoende betekenisvolle elementen waren waaruit het voortdurend karakter van de hechte band tussen verzoeker en het kind bleek. In casu meent verzoeker dan ook dat de DVZ de hechte band tussen hem en zijn broer had moeten nagaan, hetgeen niet gebeurde. In het bovengenoemd arrest had de DVZ echter louter omwille van het gebrek aan verwantschap geoordeeld dat er geen effectieve banden met het kind werden aangetoond en/of er geen schending was van artikel 8 EVRM. Zo’n handelwijze is volgens de RvV dan ook onzorgvuldig in het licht van artikel 8 EVRM. Ook de beoordeling of een tijdelijke scheiding tussen vader en kind geen moeilijk te herstellen of ernstig nadeel met zich zou meebrengen, gebeurde volgens de RvV niet zorgvuldig. DVZ hield immers geen rekening met het gezinsleven als buitengewone omstandigheid en de juridische stappen die verzoeker nog onderneemt om de afstammingsband via gerechtelijke wijze te laten vaststellen. De beslissing werd om deze redenen dan ook vernietigd. In casu meent verzoeker dat DVZ ook hier onzorgvuldig heeft gehandeld, waar zij enkel stelt dat de scheiding tussen verzoeker en zijn broer geen moeilijk te herstellen of ernstig nadeel met zich mee zou brengen. Verwerende partij heeft in casu zeker geen zorgvuldig onderzoek gedaan in het licht van artikel 8 EVRM aangezien zij de attesten van de dokters negeert. De dokters stellen nochtans allemaal hetzelfde in hun attesten en dat is dat de hulp van verzoeker onmisbaar is voor de broer van verzoeker. Met andere woorden zou een tijdelijke scheiding van verzoeker en zijn broer een onherstelbare en ernstige schade met zich meebrengen die het gezins- en privéleven van verzoeker ernstig zou verstoren”. Il conclut que le moyen est dès lors fondé.*

B. La note d’observations

3.3.1. La partie défenderesse estime que le requérant « se borne à réitérer les arguments qu’il avait soulevés dans sa demande sans critiquer concrètement les réponses y apportées dans la décision d’irrecevabilité ». Elle considère que ce faisant, le requérant « tente d’amener votre Conseil à substituer son appréciation à la sienne alors que ceci excède sa compétence puisqu’il peut uniquement sanctionner une erreur manifeste d’appréciation ». De même, elle considère avoir répondu adéquatement à l’argument tiré des soins apportés par le requérant à son frère malade, indiquant qu’il n’était pas établi que ce dernier ne pourrait pas être aidé au jour le jour par les nombreuses associations disponibles en Belgique pour les soins à domicile, pour la distribution de repas chauds à domicile et pour la présence d’une aide-ménagère et/ou familiale et qu’il n’était pas non plus démontré que les deux enfants majeurs de son frère ne pourraient pas prendre la relève temporairement le temps que le requérant lève les autorisations requises au pays d’origine. A son estime, le requérant « se borne à prendre le contrepied de l’acte attaqué quant à ce et [...] son argumentation est partant irrecevable ».

3.3.2. Quant aux arguments tirés de ce que les procédures dureraient très longtemps surtout en cette période de crise sanitaire marquée par la pandémie de coronavirus, que le requérant n’est plus au Maroc depuis des années et n’y a plus de résidence, elle indique qu’« outre qu’ils ne sont pas corroborés par le moindre document probant, ils sont invoqués pour la première fois en termes de recours de sorte qu’il ne peut légitimement [lui] être reproché de ne pas y avoir répondu et que ces critiques sont donc irrecevables ».

3.3.3. Concernant l’article 20 du T.F.U.E., elle soutient qu’outre le fait que le requérant n’a pas non plus invoqué cet argument avant l’introduction de son recours, ce dernier ne démontre pas pouvoir en revendiquer le bénéfice dans le cadre d’une demande fondée sur l’article 9bis précité qui est une disposition de droit national. A son estime, le moyen manque à cet égard en droit.

3.3.4. Quant au fait que le requérant pourrait travailler dès qu’il sera régularisé, elle considère que cela « est irrelevant puisque la partie [défenderesse] doit se placer au jour où elle statue pour apprécier l’existence de circonstances exceptionnelles ». Par ailleurs, elle ne voit pas pourquoi une séparation temporaire entraînerait une violation de l’article 8 de la C.E.D.H. alors que « selon une jurisprudence

constante, tel n'est pas le cas ». Elle se réfère à un arrêt de la Cour d'arbitrage n° 46/2006 du 22 mars 2006 confirmant qu'un retour temporaire n'était pas disproportionné.

3.3.5. Enfin, selon la partie défenderesse, « en ce que le requérant considère qu'il est bien question de circonstances exceptionnelles et qu'[il] devrait donc être [régularisé], [il] se borne à nouveau à prendre le contrepied de l'acte attaqué quant à la question de l'existence de circonstances exceptionnelles justifiant l'introduction de la demande en Belgique et [il] essaie d'amener votre Conseil à se substituer à l'administration non seulement pour ce qui est de la recevabilité mais aussi du fond de la demande alors que celle-ci n'ayant pas passé le cap de la recevabilité, elle n'a pas eu à se prononcer quant à ce ».

IV. Appréciation

4.1. Sur les deux moyens réunis, aux termes des articles 9, alinéa 2, et 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la demande d'autorisation de séjour doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays d'origine ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure.

Ces circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger, étant entendu que l'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour. Enfin, si le Ministre ou son délégué, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

4.2. En l'espèce, il apparaît à la lecture du dossier administratif que le requérant a soulevé au titre de circonstances exceptionnelles, dans sa demande d'autorisation de séjour, l'assistance qu'il porte à son frère malade. Il y a fait valoir qu'il est en Belgique depuis 2001 et y a insisté sur l'état de dépendance médicale de son frère, laquelle rend sa présence indispensable auprès de lui dans la vie quotidienne. Il y a joint la reconnaissance de l'incapacité de travailler à plus de 66% de son frère depuis 2004 ainsi que trois attestations médicales selon lesquelles ce dernier souffre d'une problématique clinique et que l'aide du requérant est « indispensable pour l'aider et l'accompagner dans sa vie quotidienne » ainsi que la maladie chronique dont souffre le frère du requérant « nécessite l'aide de son frère, [le requérant], pour l'accompagner au quotidien ». Il a également expliqué que son frère étant divorcé depuis 2002, les deux enfants majeurs se sont détournés de leur père. Il a enfin indiqué que c'est « la raison pour laquelle [il] a décidé de renoncer à son logement de la chaussée d'Anvers pour venir s'établir dans l'appartement de son frère ».

4.3. La partie défenderesse ne conteste ni la réalité d'une vie familiale entre le requérant et son frère, ni la gravité des pathologies dont souffre ce dernier. Elle ne met pas non plus en cause la déclaration du requérant selon laquelle les enfants de son frère se sont détournés de leur père à son divorce. Elle estime toutefois que cela ne constitue pas une circonstance exceptionnelle dès lors que le requérant « ne démontre pas que son frère ne pourrait pas être aidé, au jour le jour, par différentes associations le temps qu'il se rende au pays d'origine afin d'y lever les autorisations requises » et que le requérant « ne démontre pas être la seule personne pouvant aider son frère » dès lors que « le frère du requérant a deux enfants en séjour légal sur le territoire et, si le requérant allègue que ceux-ci se sont détournés de leur père, il ne démontre cependant pas que ceux-ci ne pourraient pas prendre la relève, temporairement ». Elle ajoute que « rien n'empêche le requérant d'effectuer de courts séjours sur le territoire, muni de l'autorisation requise, le temps de l'examen de sa demande pour long séjour au pays d'origine » ; que « des services de télé-vigilance sont disponibles pour un maintien à domicile en toute sécurité, si le requérant l'estime nécessaire » et que la séparation serait temporaire.

4.4. Une telle motivation ne peut être considérée comme suffisante et adéquate. Elle ne se prononce pas suffisamment sur le bien-fondé de l'élément spécifique invoqué par le requérant au titre de circonstance exceptionnelle, à savoir le lien particulier existant entre celui-ci et son frère et l'état de santé de ce dernier, de même que la spécificité de la situation familiale du frère du requérant. Se limitant à des considérations générales et contradictoires, elle ne permet pas de comprendre pour quelle raison le lien existant entre le requérant et son frère et l'état de santé de ce dernier ne constituent pas une circonstance qui rend particulièrement difficile l'éloignement du requérant durant une période susceptible de s'étaler sur plusieurs mois, comme il le soutient.

En outre, en se bornant à indiquer que des alternatives existent aux soins dispensés par le requérant, sans contester l'existence de liens de dépendance particuliers entre ce dernier et son frère, la motivation de la première décision attaquée ne permet pas de s'assurer que la partie défenderesse a procédé à une réelle mise en balance des intérêts en présence au regard de l'article 8 de la CEDH.

4.5. L'argumentation développée par la partie défenderesse dans sa note d'observations n'est pas de nature à renverser les constats qui précèdent.

4.6. Les deux moyens sont fondés en ce qu'ils sont pris de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1911 et 62 de la loi du 15 décembre 1980, ainsi que de l'article 8 de la CEDH, ce qui suffit à emporter l'annulation de la première décision entreprise.

4.7. Quant à l'ordre de quitter le territoire querellé, le Conseil estime qu'il est indiqué, pour la clarté dans les relations juridiques et donc pour la sécurité juridique, de le faire disparaître de l'ordonnancement juridique, qu'il ait ou non été pris valablement à l'époque. Le Conseil remarque, en tout état de cause, que rien n'empêchera la partie défenderesse de délivrer un nouvel ordre de quitter le territoire au requérant, si elle rejette, le cas échéant, à nouveau, la demande visée au point 1.2. du présent arrêt (dans le même sens, C.C.E., arrêt n° 112 609, rendu en Assemblée générale, le 23 octobre 2013).

V. Débats succincts

5.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

VI. Dépens

6. Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et l'ordre de quitter le territoire, pris le 4 juillet 2022, sont annulés.

Article 2

La demande de suspension est sans objet.

Article 3

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente janvier deux mille vingt-trois par :

M. M. OSWALD, premier président,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier, Le président,

A. IGREK

M. OSWALD